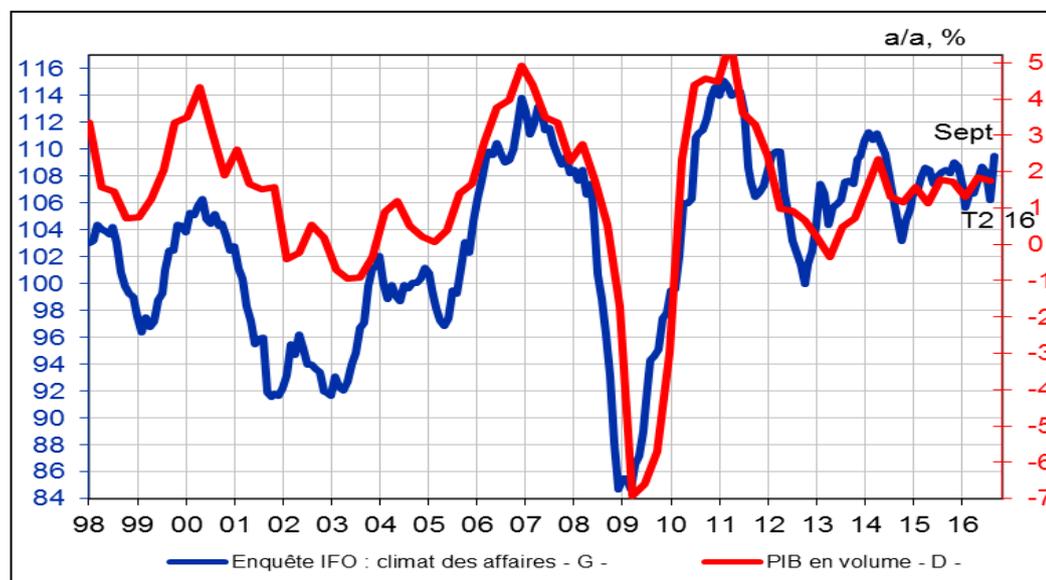


L'Allemagne sourit, la France faiblit.

Une fois encore, les dernières statistiques ont montré combien l'économie française perdait du terrain face à ses homologues, et notamment vis-à-vis de l'Allemagne, mais aussi de l'ensemble de la zone euro. En effet, alors que l'indice INSEE du climat des affaires a quasiment stagné à un bas niveau en septembre, l'indice IFO du climat des affaires a bondi de 3,3 points sur le même mois. Un plus haut depuis juin 2014 !

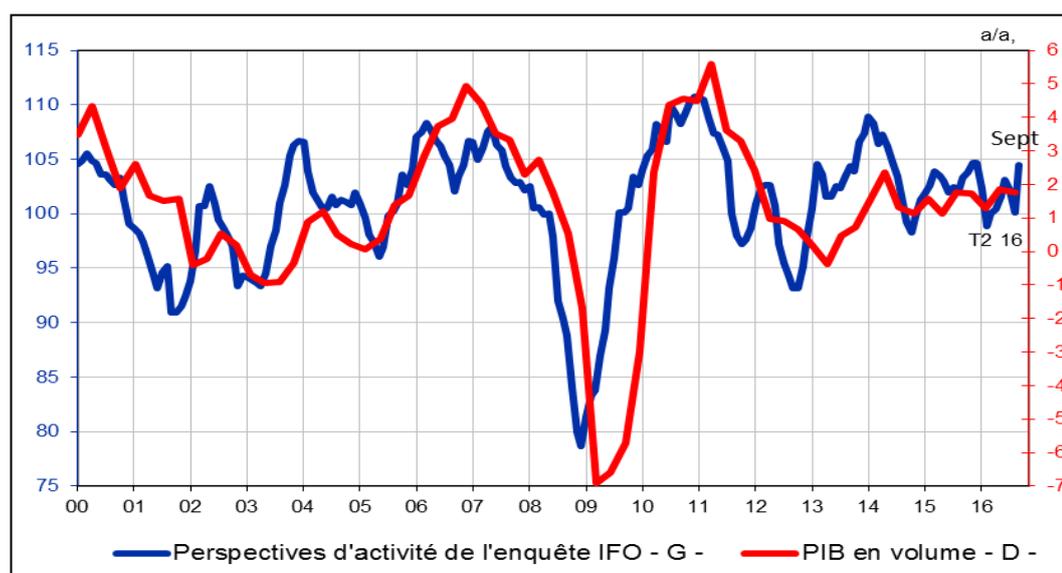
L'indice IFO du climat des affaires surprend par la vigueur de son rebond en septembre.



Sources : IFO, Destatis, ACDEFI

Particulièrement surprenante, ce rebond massif indique qu'après un petit à-coup passager de juin à août, l'économie allemande devrait rapidement retrouver la barre des 2 % de croissance. Et ce d'autant que l'indice des perspectives d'activité de la même enquête IFO a également progressé fortement en août (+ 4,4 points).

Les perspectives d'activité des industriels allemands remontent également fortement.

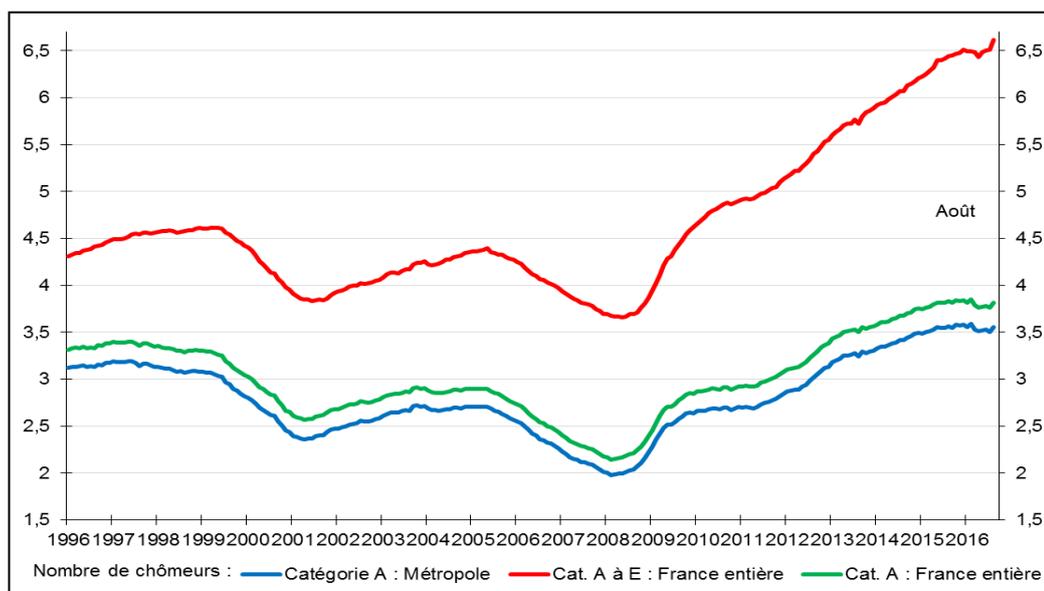


Sources : IFO, Destatis, ACDEFI

Bien loin de cette dynamique, et même si la consommation a légèrement augmenté en août (en correction de la faiblesse des mois précédents), le PIB français, qui a déjà reculé de 0,1 % au deuxième trimestre, devrait en faire autant au troisième.

Conséquence logique de la mollesse hexagonale, le chômage a d'ailleurs de nouveau flambé en août.

Plus de 6,6 millions de chômeurs en France : un vrai drame économique, social et humain.



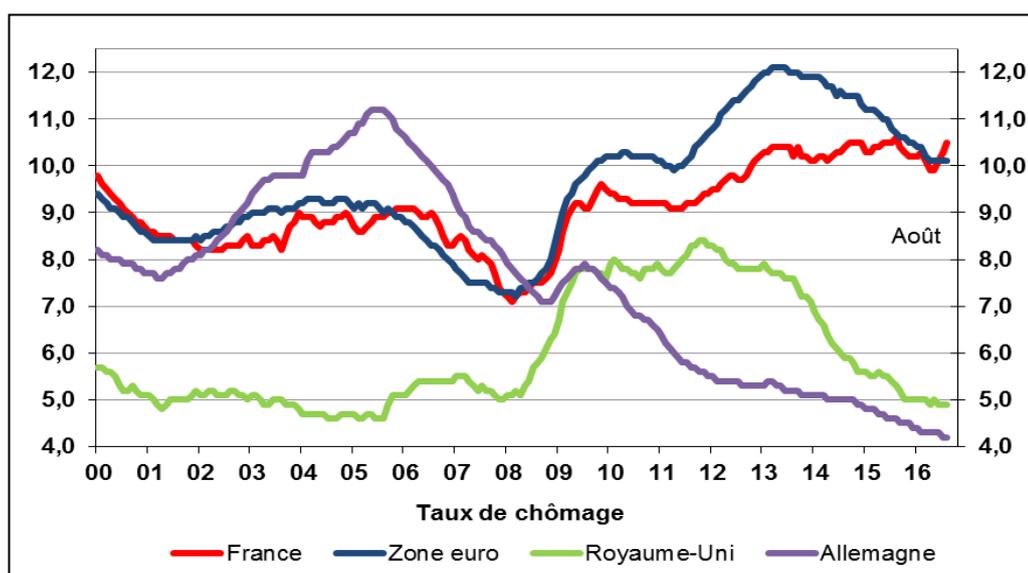
Sources : DARES, ACDEFI

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : sur le seul mois d'août, + 50 200 chômeurs de plus de catégorie A en métropole et + 97 400 toutes catégories dans la France entière. Depuis août 2012, ce nombre de chômeurs a augmenté de 1,213 million de personnes. Depuis mai 2008, cette hausse atteint 2,947 millions de personnes. Un vrai drame économique, social et humain.

Confirmant ces piètres chiffres, les statistiques harmonisées d'Eurostat ont fait état d'un taux de chômage français de 10,5 % en août, soit 0,2 point de plus qu'en juillet, la plus forte hausse de la zone euro, dont le taux de chômage stagne à 10,1 %. En trois mois, le taux de chômage français a augmenté de 0,6 point. Du jamais vu depuis le printemps 2009. Et encore, à l'époque, le taux de chômage français n'était « que » de 9,2 %. A ce rythme, le taux de chômage français va bientôt dépasser ses homologues portugais et italien, qui atteignent respectivement 11 % et 11,4 % en août.

Certes, nous restons encore bien en-deçà des niveaux espagnols (19,5 %) et grecs (23,4 %), mais de plus en plus au-dessus des taux de chômage observés en Allemagne (4,2 %) et au Royaume-Uni (4,9 %). Encore plus triste : le taux de chômage français dépasse celui de la zone euro de 0,4 point, un écart jamais vu depuis septembre 2007. Et là aussi, à l'époque, le taux de chômage français n'était « que » de 7,9 %.

Le taux de chômage français flambe à 10,5 % en août, contre 10,1 % dans l'UEM et 4,2 % en Allemagne.

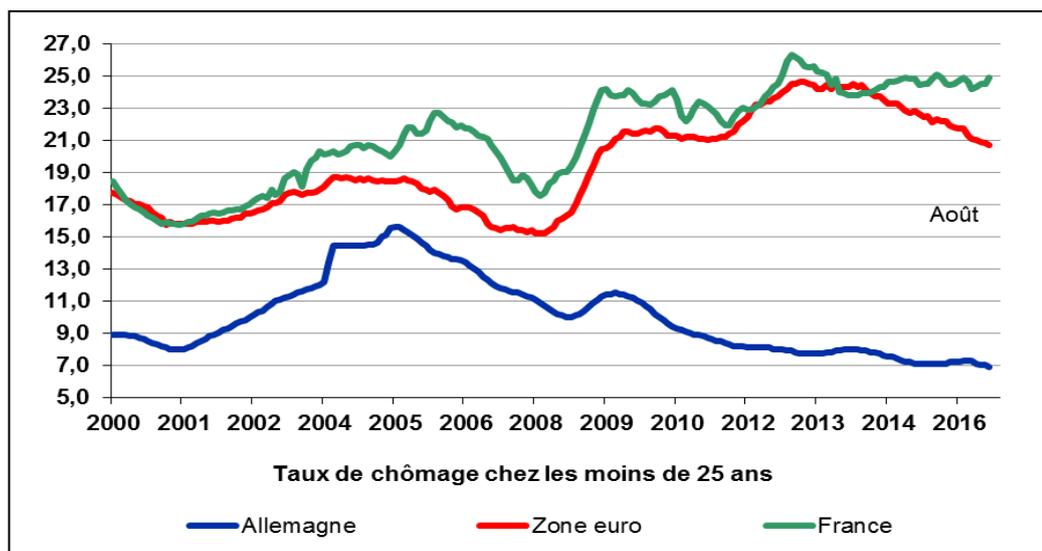


Sources : Eurostat, ACDEFI

Et, malheureusement, le drame n'est pas terminé pour l'économie française. En effet, en dépit des postes de formations et des aides à destination des jeunes, le chômage des moins de 25 ans a encore fortement augmenté en août : + 0,4 point à 24,9 %.

Dans le même temps, ce même taux de chômage a reculé à 20,7 % dans l'ensemble de la zone euro. Un tel écart de 4,2 points à la défaveur de la France n'a jamais été atteint depuis mai 2007. A l'époque, le taux de chômage des jeunes français était de « seulement » 19,9 %.

Taux de chômage des jeunes : la France creuse l'écart dans le mauvais sens...

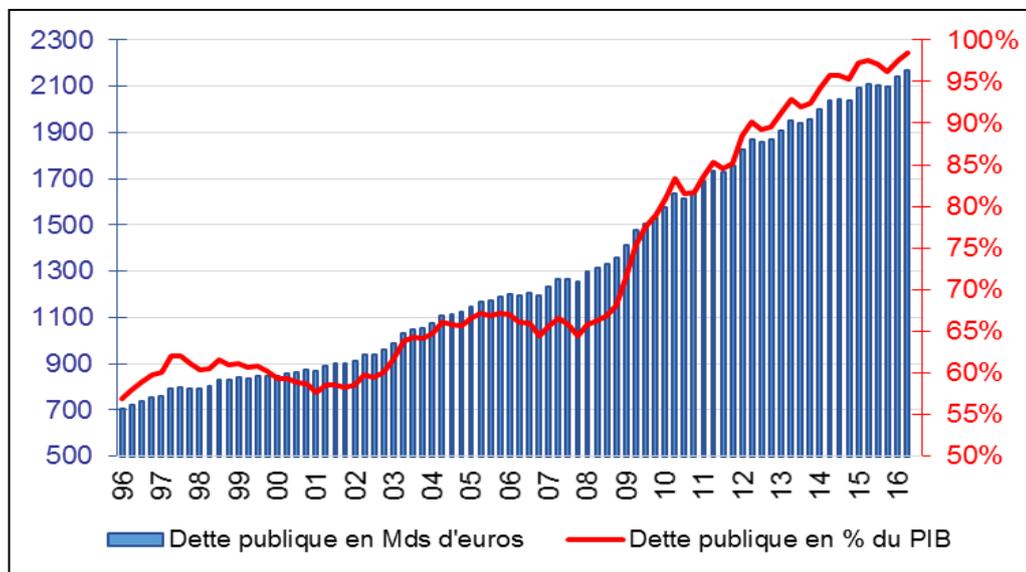


Sources : Eurostat, ACDEFI

Cela rappelle une nouvelle fois combien la politique française de lutte contre le chômage des jeunes est inefficace voire pro-cyclique, c'est-à-dire qu'elle engendre des poches à précarités et alimente finalement le chômage, à cause d'un coût du travail trop élevé et d'un marché de l'emploi toujours trop rigide.

Enfin, pour ne rien arranger, et bien loin des annonces fallacieuses du Budget 2017, la dette publique française a atteint un nouveau record historique au deuxième trimestre 2016. En l'occurrence 98,4 % du PIB, soit en monnaie sonnante et trébuchante 2 170,6 milliards d'euros. Une broutille...

Dette publique française : toujours plus haut !



Sources : INSEE, ACDEFI

Et malheureusement, compte tenu du ralentissement actuel et à venir, le déficit public sera encore compris entre 3 % et 3,5 % cette année et l'an prochain, ce qui se traduira par une dette publique à plus de 100 % du PIB d'ici le début 2017.

De quoi rappeler que la faiblesse des taux d'intérêt de la dette publique hexagonale n'a aucun sens et finira par coûter très cher, notamment à l'ensemble des détenteurs d'obligations de l'Etat français, lors du retour à la réalité...

Marc Touati